



Aperçu du Problème du Développement de la Société Malgache

Septembre 1991
(pdf version November 2000)

Rajaona Andriamananjara, Ph.D., Directeur
Institut Malgache des Techniques de Planification
B.P. 4344
Antananarivo 101,
Madagascar

Abstrait

Aucune stratégie de développement ne peut réussir sans tenir compte des liens institutionnels entre la société moderne et la société traditionnelle. Vu l'expérience Malgache, la notion d'une économie dualiste à l'instar de la conception de J.H. Boeke des années 50 est soutenue par des écarts à la fois économique et sociale. Le succès de toute politique économique doit être basée ainsi sur une intégration institutionnelle à la fois nuancée et harmonisée des réalités économiques et sociales..

Abstract

No development strategy can succeed without taking into account the dual nature of the modern and traditional sectors of a developing economy. The Malgasy case supports the dual society notion advanced by J.H. Boeke in the 1950's, and thus the challenge of development policy. The success of any economic policy should be based on the institutional integration of these sectors and should be based on existing and evolving differences as well as their harmonization within the context of existing economic and social conditions.

Technical Assistance in the preparation of the current version of this document has been provided by Claudia Mocanasu, graduate assistant in the Department of Economics and Finance of the School of Business, Montclair State University.

1. Introduction

En passant rapidement en revue l'expérience récente et la performance actuelle des pays dits en voie de développement, on ne peut relever qu'une poignée de pays qui, soit disant, ont "réussi" leur développement. Dans l'écrasante majorité des cas, le sort de la population s'est dégradé au fil des ans ou, au mieux, a stagné à peu près au même niveau. Le meilleur indicateur de cet état de chose est le fait que les Nations Unies ont eu à déclarer une première décennie du développement, puis une deuxième, puis une troisième encore, et même probablement une quatrième. Peut-il y avoir une reconnaissance plus officielle que les premières décennies ont échoué, ou du moins n'ont pas été à la hauteur de toutes les espérances?

Ce n'est cependant pas faute d'avoir essayé que les problèmes des pays en développement n'ont pas trouvé de solutions jusqu'à maintenant. Maintes actions ont été entreprises, à la fois de l'intérieur et de l'extérieur. Mais il est évident que les actions n'ont pas produit les résultats escomptés. Pourquoi en est-il ainsi?

Le contenu du présent article rentre dans le cadre de ces interrogations. En prenant comme point de départ l'observation de réalités vécues, du constat on peut formuler un postulat de base, et un sous-postulat. Le postulat de base est simple: les efforts entrepris dans le passé dans les pays du Tiers-Monde ont échoué, soit parce qu'ils se sont attaqués aux mauvais problèmes, soit parce qu'ils n'ont considéré qu'une partie des problèmes. Le souspostulat, quant à lui, stipule que l'on s'est attaqué aux mauvais problèmes, ou à une partie seulement des problèmes, parce 1 "objet" qu'il fallait attaquer, ou la "chose" sur laquelle on devait axer les efforts, n'était pas connu: et dans les cas où il était connu, il était de toute façon mal défini ou mal appréhendé.

Dans le cadre de ces observations, l'exemple de Madagascar peut être pris comme étude de cas. L'article examinera en premier lieu le cadre général du développement à Madagascar, en particulier en présentant certains constats et observations relatifs à la Société Malgache dans son ensemble, afin de mieux cerner le cadre de développement de l'économie. Une deuxième section examinera la situation des nationaux face à la concurrence étrangère, en mettant l'accent sur l'accès des nationaux aux opportunités productives, et sur les industries locales et la concurrence étrangère. L'on traitera ensuite deux aspects particuliers des problèmes et réalités vécus en monde rural, ayant trait notamment à la question des options techniques et aux échanges. L'article abordera enfin certains aspects de la vie en milieu urbain, se rapportant successivement aux activités informelles et aux équipements collectifs.

2. Le Cadre de Développement de l'Economie Malgache

Afin de mieux appréhender le cadre global de développement de l'économie et de la société malgaches, l'article examinera successivement trois points: la Société et les groupes qui la composent, les relations entre les groupes, et les implications pour le développement.

2.1. Société et Groupes

Ce qui définit le peuple vivant à Madagascar comme une société a autant trait à la géographie qu'à d'autres caractéristiques. Le facteur d'unité le plus frappant est que le pays est une grande île: cet élément géographique condamne plus ou moins toute sa population à vivre ensemble, à vivre et mourir ensemble, à survivre ensemble. A cette donnée physique première, il faut ajouter une longue histoire d'isolement relatif par rapport au monde extérieur, des traditions culturelles communes, aussi bien qu'une langue unique: tous ces facteurs ont contribué à établir l'unité de la population, et à donner aux habitants le sentiment d'appartenir à une entité commune, à une «société».

A travers les âges, les différents groupes ont été exposés à l'influence extérieure, qui a apporté beaucoup de changements dans divers domaines. Les réactions des groupes ont varié assez largement. Et les effets cumulés de ces interactions ont conduit à la situation actuelle, que l'on peut caractériser de la manière suivante: la société malgache est composée de quatre groupes ou communautés que l'on peut désigner comme étant (i) le groupe traditionnel, (ii) le groupe néo-traditionnel, (iii) le groupe pré-moderne, et (iv) le groupe moderne.

Le groupe «moderne» peut être défini comme étant celui qui a accepté plus ou moins pleinement les manières de faire des autres parties du monde, en particulier de ces parties du monde qui sont considérées comme étant développées. Ses membres, en fait, entretiennent des relations personnelles et des contacts professionnels ou d'affaires avec leurs homologues dans beaucoup de pays étrangers. Certains d'entre eux se sentent aussi à l'aise à Madagascar qu'à l'extérieur. Dans le cadre de leur travail, ils utilisent les éléments de la technologie avancée ou même de pointe. Les échanges qu'ils pratiquent, entre eux ou avec les autres, sont tous plus ou moins pleinement monétisés. Leurs moyens et réseaux de communication sont ceux du monde moderne.

Le groupe «néo-traditionnel» est très différent de la communauté moderne. En terme de technologie, par exemple, alors que les membres du groupe moderne utilisent les tracteurs et les autres outils mécaniques de même nature, les membres du groupe néo-traditionnel utilisent des outils manuels (les *angady*, les *kalaza*). Là où les premiers

voyagent par avion, les seconds effectuent leurs déplacements le plus souvent à pieds, ou tout au plus prennent les moyens de transport public. Les échanges qui s'effectuent au sein du groupe sont monétisés en partie seulement. Leurs liens de communication sont limités essentiellement aux membres de leur propre communauté.

La communauté «pré-moderne» constitue, quant à elle, un groupe mixte ou transitoire entre le moderne et le néo-traditionnel. Tout en étant exposé à la technologie moderne, ses membres n'ont pas encore adopté pleinement son utilisation. De même, leurs transactions sont déjà en grande partie monétisées, mais une certaine forme de trocs et d'échanges directs continue à persister. Par exemple, quelques familles citadines reviennent encore périodiquement dans leur village d'origine pour y effectuer leur part de travaux ou d'obligations communautaires et, à leur retour, ils rapportent en ville des céréales, des légumes et différentes sortes de produits alimentaires qu'ils n'ont pas cultivés et qu'ils n'ont pas payés. En ce qui concerne la communication, ils gardent des contacts très proches avec leurs parents dans la communauté néo-traditionnelle: et, en même temps, ils ont déjà un pied dans le monde plus large de la communauté «moderne» (y compris un accès assez régulier aux supports de communication de masse tels que la radio et la télévision).

La communauté «traditionnelle» enfin, peut être définie en terme de son isolement par rapport aux autres groupes. Ses membres se trouvent à un niveau très rudimentaire de technologie. Tandis que la communauté néo-traditionnelle pratique normalement l'agriculture, le groupe traditionnel, quant à lui, peut encore se situer au niveau de la simple collecte ou de la chasse pour assurer sa survie. Restant essentiellement entre eux, ses membres ont un niveau minimum de transactions monétisées. Et dans certains cas, la communication reste tellement limitée au sein du groupe que l'existence même du groupe peut ne pas être connue des autres à l'extérieur. Le groupe traditionnel peut ainsi inclure les habitants de certains villages "perdus" quelque part dans les forêts ou aux fins fonds de la brousse, ou les éléments les plus pauvres ou margina-lisés parmi les habitants des villes. Ils habitent et ils vivent dans un monde à part, dans leur propre monde.

Les quatre communautés - moderne, pré-moderne, néotraditionnelle et traditionnelle - telles qu'elles ont été définies ci-dessus, ne peuvent pas rentrer facilement dans les classifications habituelles, de rurales ou urbaines, de riches ou pauvres, d'agricoles ou industrielles, etc. En première approximation cependant, comme il sera mentionné ci-après, les observations empiriques n'infirment pas l'hypothèse que la société malgache peut effectivement être représentée par ces quatre groupes-communautés.

2.2. Groupes et Développement

Si tel est le cas, quelles sont les relations qui unissent les différentes composantes, ou qui existent entre elles? Dans le domaine économique, les relations entre les groupes peuvent être représentées sous forme de cercles concentriques, en fait, d'anneaux concentriques. Tout à l'intérieur, ou au centre, se trouverait le groupe ou la communauté traditionnel. En deuxième couche, en venant de l'intérieur, on trouverait la communauté néotraditionnelle. Le troisième anneau concentrique serait le monde ou le groupe pré-moderne. Quatrième élément enfin: le groupe moderne constituerait l'anneau extérieur.

Cette représentation des relations inter-groupe dans le domaine économique reflète plus ou moins fidèlement la réalité. Elle a plusieurs implications, notamment en ce qui concerne les stratégies et les politiques de développement. Mais une ou deux seulement seront mentionnées dans le présent article.

Tout d'abord, si l'on regarde rapidement le passé récent, ou du moins le siècle présent, on ne peut s'empêcher de remarquer que la plupart des documents ont plus ou moins émis les mêmes recommandations, depuis les prescriptions du début du siècle jusqu'aux différents Plans et programmes successifs depuis l'Indépendance jusqu'à ce jour: tous ces documents représentent, dans une large mesure, la politique officielle et déclarée en matière de développement. Le fait que les mêmes recommandations se retrouvent périodiquement peut signifier l'une de deux choses.

Ou bien, les problèmes du pays sont absolus et intrai-tables, puisqu'ils persistent d'une période à l'autre et semblent ne pas trouver de solutions satisfaisantes: donc, il n'existe aucun espoir d'en venir à bout un jour.

Ou bien, autre alternative, la raison pour laquelle le système, c'est-à-dire la société dans son ensemble, n'a pas beaucoup évolué, ou du moins n'a pas changé très sensiblement pour la grande masse de la population - cette raison donc, est très simple: c'est que les efforts ont dû être concentrés sur une, ou tout au plus sur deux, des quatre communautés, à savoir le groupe moderne et éventuellement le groupe pré-moderne, et ce, même si les déclarations de bonnes intentions avaient trait à l'ensemble.

L'intérieur du système, c'est-à-dire le noyau constitué par le groupe traditionnel et la communauté néo-traditionnelle, a été largement ignoré. Il est resté non touché par les différents efforts, soit parce qu'on l'a laissé se débrouiller avec ses propres moyens, soit

parce qu'il a refusé d'adhérer à un système auquel il ne pouvait pas s'identifier et où il ne retrouvait pas ses intérêts.

Une deuxième implication de l'hypothèse des anneaux concentriques est que, le monde extérieur se trouvant tout autour du système, tous les contacts, ou au moins la plupart des contacts entre le système, c'est-à-dire la société, et le monde extérieur ont eu lieu et continuent d'avoir lieu à travers et par le groupe moderne. De plus, tous les efforts ou la plupart des efforts de développement ont été jusqu'à maintenant l'oeuvre du groupe moderne et du monde extérieur, à travers le commerce et à travers "l'aide", laissant de côté ou ignorant les autres groupes, aussi bien dans la conception des programmes et projets *de* développement, que dans la réalisation et l'exécution de ces efforts.

Ainsi, il n'est pas du tout surprenant, même s'il y a eu quelques mouvements dans l'anneau extérieur, c'est-à-dire le groupe moderne, que l'ensemble est plus ou moins resté sur place, tout simplement à cause de la force d'inertie ou de l'effet de masse. L'énergie cinétique nécessaire pour produire un mouvement généralisé manquait. Car si le groupe moderne ne comprend peut-être actuellement que 5 % de la population au grand maximum, ceci signifie que dans le passé, il représentait probablement beaucoup moins.

3. Les Nationaux Face à la concurrence Internationale

3.1. Accès des nationaux aux opportunités Productives

Ayant ainsi présenté le cadre général du développement, l'on peut maintenant aborder des aspects plus spécifiques. L'on commencera par examiner la situation actuelle et les conditions pour une participation effective accrue des nationaux à la croissance.

Au cours de ces dernières années, la création d'emploi dans le pays est le fait essentiellement des initiatives autonomes de la population. La faible capacité de l'économie à fournir des emplois à ceux qui en ont besoin, conduit ces agents à déployer imagination, débrouillardise et effort pour exploiter les occasions qui se présentent. Selon leur niveau de participation, les activités entreprises par les nationaux peuvent être catégorisées en quatre types: (i) activités de survie, (ii) activités de subsistance, (iii) activités du secteur pré-moderne, et (iv) activités du secteur moderne. Elles sont, dans leur ensemble, faiblement productives.

Les activités de survie comprennent des petits métiers de nature très diverse, mais qui relèvent surtout du secteur des services: leur exercice ne requiert pratiquement ni de capital ni de qualification: ces activités, qu'elles soient salariées ou à propre compte, regroupent notamment des émigrants ruraux qui restent liés à leurs villages, étant donné

le "revenu de misère" qui en est tiré. Quant aux activités de subsistance qui peuvent être des activités agricoles, de production artisanale ou de service, elles permettent juste, dans de nombreux cas, d'assurer la subsistance des familles qui y sont engagées: la dimension réduite des activités et le fonctionnement en marge du système économique officiel en sont les principaux facteurs explicatifs. Les activités du secteur pré-moderne se rapprochent du secteur moderne quant à l'importance des équipements et à l'organisation du travail; mais elles relèvent également du circuit qualifié d'informel du système économique. Les activités du secteur moderne comprennent celles qui entretiennent des relations avec les services institutionnalisés: à l'instar des autres activités entreprises par les nationaux, elles ne sont pas généralement productives, en ce sens qu'elles ne contribuent que faiblement à la croissance économique du pays.

Différents facteurs rendent difficile l'accès des nationaux aux opportunités productives. La faiblesse du niveau socioéconomique général du Pays en est certainement un facteur déterminant. Elle limite considérablement la mobilité de la main-d'oeuvre, que cette mobilité soit géographique, professionnelle ou sociale. Elle est également à l'origine du fait que bon nombre d'unités fonctionnent en marge du système officiel d'appui à la production. Entre autres, le faible niveau d'éducation conduit les producteurs - qu'ils travaillent dans le secteur structuré ou non - à appréhender tout recours aux services institutionnalisés; leur faible niveau économique les empêche d'avoir accès à des concours financiers tels que le crédit bancaire.

Les unités de production appartenant à des nationaux évoluent ainsi, dans leur ensemble, en ne comptant que sur elles-mêmes: d'où leur participation à des activités qui se trouvent en bas de l'échelle de la technologie, et leur faible rentabilité. L'insuffisance, voire le manque, d'incitation à la production n'encourage pas, par ailleurs, la grande majorité des actifs du pays à améliorer leur participation aux activités productives: la non-confiance en un environnement économique favorable encourage le développement des activités spéculatives: des mesures économiques prises par l'Etat, telles que la libéralisation du système économique, renforcent davantage les pouvoirs économiques des grandes unités souvent détenues par des opérateurs étrangers, au détriment des petites et moyennes unités et surtout des microentreprises familiales ou artisanales. L'insécurité physique, notamment dans le milieu rural, n'incite pas non plus les producteurs à étendre leurs activités.

Des mesures pour donner ou accroître l'accès des nationaux aux opportunités productives doivent donc être prises par l'Etat. L'objectif est de faire en sorte que les opérateurs nationaux soient les principaux agents de la croissance, afin que le

développement puisse être pleinement internalisé et sa pérennité assurée. Une participation effective et accrue des nationaux à la croissance économique suppose que leurs activités ne fonctionnent pas en marge de l'économie nationale. L'effort doit ainsi être concentré sur l'intégration de ces activités dans le "système économique officiel" - ce qui ne signifie pas nécessairement une intégration dans le secteur structuré de l'économie. Les opérateurs nationaux doivent pouvoir profiter des différentes interventions entreprises directement par l'Etat ou par le biais d'autres organismes, entre autres, en matière de formation et/ou de perfectionnement professionnel, d'infrastructures économiques de base, de recherche ou de promotion de débouchés, et de financement des activités. Ces mesures concourraient, par ailleurs, à créer les conditions d'émergence de nouveaux opérateurs.

3.2. Industries Locales et concurrence Etrangere

Au cours des années 60, le pays a connu un développement relativement rapide des unités de production industrielle, en particulier celles produisant des biens de consommation courante. Mais actuellement la contribution des entreprises nationales au développement du secteur industriel reste encore très faible, et ledit secteur demeure dominé par des intérêts étrangers.

Le peu d'entreprises nationales qui existaient ont vite fait de rencontrer des difficultés, suite à des causes internes et externes à elles, telles que l'insuffisance de crédit pour le renouvellement des équipements obsolètes ou la tendance des consommateurs à préférer les produits étrangers à cause de l'absence de normes de production dans le pays. Un bon nombre d'entreprises nationales fonctionnent ainsi en-deça de leur capacité de production. Un certain nombre d'entre elles sont en chômage technique durant plusieurs mois dans l'année, d'autres sont obligées de réduire l'effectif de leur personnel ou tout simplement de fermer leurs établissements.

Malgré ces difficultés rencontrées par les entreprises nationales, celles-ci disposent de quelques atouts qu'elles pourraient exploiter avec efficacité pour faire face à la concurrence étrangère. Parmi ces avantages figurent en premier lieu leurs expériences sur le marché local, dont en particulier la connaissance (i) de l'évolution de la demande interne, (ii) du comportement des consommateurs vis-à-vis des produits, (iii) du circuit de distribution et (iv) des centres d'approvisionnement en matières premières locales. D'autres atouts méritent d'être soulignés : ils ont trait notamment à l'existence parmi la population locale (v) de l'esprit d'entreprise, (vi) d'un savoir faire apte à faire fonctionner convenablement les unités de production, et (vii) d'une main-d'oeuvre relativement bon marché. Par ailleurs, il y a aussi les différentes institutions déjà mises en place qui

peuvent contribuer à la promotion des produits industriels nationaux : ministères chargé de l'industrie et chargé du commerce, chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, groupements ou associations d'entreprises divers.

Mais à l'heure actuelle, la situation semble pencher en faveur des concurrents étrangers: capacité de financement d'importants investissements nouveaux, tendance des consommateurs à préférer les produits étrangers, procédés technologiques performants, capacité d'attirer la main-d'oeuvre qualifiée locale par la pratique de rémunérations relativement élevées.

Aussi, il est évident que sans la prise de mesures adéquates, les industries nationales ne peuvent pas à elles seules faire face à cette concurrence étrangère. Il va de soi que ces mesures ne doivent pas prendre la forme d'une protection directe des entreprises nationales. Mais par contre, elles doivent être à même de créer un environnement socio-économique favorable à leur développement. Ces mesures peuvent être d'ordre institutionnel, technique ou économique.

Pendant une période relativement courte mais bien définie, il s'avère utile et nécessaire de limiter directement ou indirectement les importations de biens déjà produits en *quantité* suffisante dans le pays ou de biens dont l'utilité pour l'économie nationale, sur le plan de la production et de la consommation, est très minime sinon nulle. Une autre mesure consiste à essayer de rapprocher les différentes parties prenantes au développement des industries nationales, à savoir l'Etat, les industriels nationaux, les consommateurs, les importateurs, les distributeurs et le système bancaire. Il serait intéressant qu'il existe des forums où ces différents intervenants peuvent se concerter pour la préparation et la prise de grandes décisions concernant le secteur industriel, notamment pour l'élaboration des plans de développement ou la définition de la politique sectorielle: ou encore pour la prise de mesures ponctuelles mais de large portée sur le développement du secteur, telles que la participation à la conception de la formation des futurs agents de l'industrie ou l'institution de normes de production.

Pour leur part, les entrepreneurs nationaux devraient accentuer leurs efforts sur une gestion rigoureuse de leurs unités de production. Quant aux diverses associations professionnelles, elles devraient chercher des solutions aux conditions exigées par le système bancaire, lesquelles constituent un handicap majeur au développement des industries nationales, notamment en se penchant sur les possibilités d'ériger en leur sein des organes capables de constituer les dossiers demandés par les banques et de se porter

garants auprès de ces dernières en ce qui concerne l'octroi de crédit aux entrepreneurs nationaux.

4. Les Réalités du Monde Rural

Deux problèmes spécifiques au monde rural méritent une attention particulière. Il s'agit du problème des options techniques d'une part, et de celui des échanges d'autre part.

4.1. Options Techniques pour le Monde Rural

La présente section est consacrée aux options techniques pour le monde rural. Elle aura pour objectif d'identifier des éléments pour l'élaboration d'une stratégie de développement, dont la mise en oeuvre permettrait l'implication de la population dans ces actions.

Deux types d'acteurs ont pu être identifiés dans le domaine de la production agricole: les intervenants externes, constitués par l'Etat et les commerçants d'intrants agricoles élaborés selon un processus industriel, et les acteurs internes ou directs constitués par les agriculteurs eux-mêmes. Ces derniers ont pu être répartis dans quatre types de communautés rurales: traditionnelles, néotraditionnelles, pré-modernes, et modernes. Ces communautés ont leurs caractéristiques propres: les différenciations portent sur (i) le niveau d'autosuffisance en produits de consommation, (ii) le niveau de technologie, (iii) le mode d'approvisionnement en intrants, (iv) les activités d'appoint, (v) la fonction et le mode de commercialisation, et (vi) les moyens de transport. Des observations sur terrain ont permis de faire ressortir que les communautés traditionnelles et néo-traditionnelles constituent la quasi-totalité (soit 90 à 95 %) de la population du monde rural.

L'analyse portant sur les caractéristiques du système agricole actuel a abouti à un constat majeur. L'option technique envisagée par l'Etat, malgré les innovations apportées dans le domaine de la vulgarisation agricole, est inadaptée. Cette option consiste à convaincre les agriculteurs d'adopter de nouvelles techniques de culture sous forme de paquet technologique qui comprend l'utilisation simultanée de semences ou races améliorées, de nouvelles façons culturales, d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires et/ou vétérinaires. Elle est alors en distorsion avec les caractéristiques des exploitations des communautés traditionnelles et néo-traditionnelles, composante majeure du monde rural.

Cette distorsion provient du fait qu'il y a une opposition entre la logique de production sous jacente au modèle technique proposée par l'Etat, et la logique de «sécurité de vie» des principales communautés rurales - encore dans des conditions de

survie en ce qui concerne les communautés traditionnelles, et de subsistance dans le cas des communautés néo-traditionnelles. En d'autres termes, l'objectif de maximiser la production, qui devrait être réalisé grâce à l'adoption d'innovations techniques par les agriculteurs et que prône l'Etat, ne constitue pas une priorité pour les paysans, leur premier souci étant encore de s'assurer une «consommation correcte».

En détaillant le diagnostic relatif au monde rural, l'on peut identifier trois principaux facteurs de blocage et trois principaux facteurs de dynamisme pour une meilleure maîtrise technique des activités de production agricole. Parmi les facteurs de blocage, l'on peut relever (i) l'indisposition des agriculteurs vis-à-vis des innovations techniques proposées par les intervenants externes, (ii) le déphasage entre les incitations et les besoins, et (iii) l'absence de sécurité pour l'obtention d'une production, pour les personnes et les biens, et pour la commercialisation des produits. Ces facteurs de blocage font que les agriculteurs n'ont ni les possibilités ni l'intérêt d'adopter les innovations proposées - et ce, malgré le fait que des problèmes techniques se posent à leur niveau.

Les facteurs de dynamisme comprennent diverses potentialités du monde rural qui sont: (i) la capacité d'ouverture aux innovations, (ii) la capacité d'innovation ou de créativité, et (iii) la capacité d'auto-organisation. Des enquêtes menées sur terrain font ressortir des exemples et cas de réussite, rendus possibles grâce à l'exploitation de ces capacités. Ces exemples et cas de réussite concernent l'utilisation d'engrais chimiques pour la culture de certains légumes (tels que l'oignon et l'ail) ou de cucurbitacées, la dotation des paysans en boeuf et charrue, la récupération et l'utilisation de sous-produits dans l'agriculture, et la commercialisation.

La description et le diagnostic du monde rural présentés cidessus conduisent à avancer les alternatives ou éléments pour l'élaboration d'une stratégie. En particulier, il est essentiel de mieux préciser le rôle des intervenants, ainsi que les formes et modalités d'incitation. Compte tenu des caractéristiques du monde rural et des facteurs de blocage et de dynamisme, le principe de base devant régir le rôle des intervenants ainsi que les incitations est que toutes les actions doivent être identifiées avec et au niveau des paysans - et même mieux, par les paysans eux-mêmes. L'application de ce principe a diverses implications.

En premier lieu, il s'agit d'inverser la démarche de la recherche agricole: à l'approche descendante, dans laquelle la logique scientifique et les intérêts des chercheurs et des bailleurs de fonds priment sur les besoins des agriculteurs, il faut substituer une approche

ascendante où le point de départ est le problème vécu par le paysan et où les besoins des paysans commandent les programmes de recherche.

En deuxième lieu, la démarche et les méthodes de la vulgarisation devront être repensées: celle-ci doit constituer un appui aux initiatives ou formes d'auto-organisation paysannes, un support d'information des services compétents sur les problèmes non résolus au niveau paysannal, et une source d'information des agriculteurs sur les modèles techniques simples pouvant être appliqués dans les exploitations - étant entendu que le choix du modèle technique doit être laissé aux paysans sur la base de leur propre évaluation de leurs possibilités et contraintes, de leurs avantages et coûts. La vulgarisation doit donc être un cadre d'expression des besoins des paysans: elle suppose ainsi une capacité d'écoute, et non un simple processus visant à convaincre les agriculteurs d'adopter les innovations techniques recommandées. En troisième lieu, dans l'étude des options techniques à proposer aux agriculteurs, il apparaît opportun à l'heure actuelle de donner la priorité aux façons culturales et petits outillages agricoles, à la protection végétale et à l'utilisation des ressources locales en matière de fertilisation des sols, lesquelles constituent les problèmes ou besoins prioritaires identifiés au niveau des paysans.

4.2. Echanges dans la Monde Rural

Le deuxième aspect des réalités du monde rural qui mérite l'attention est celui des échanges. Les échanges dans le monde rural sont de divers types: (i) les échanges qui se situent à l'intérieur de la communauté [communauté "dans le sens des quatre groupes définis dans la Section 2], ou échanges intracommunautaires, dont la contre-partie peut être soit monétisée (ou échanges marchands) soit non monétisée (ou échanges non-marchands): (ii) les échanges entre des communautés rurales différentes, ou échanges inter-communautaires; et (iii) les échanges entre les communautés rurales et des personnes ou organismes extérieurs au monde paysan, ou échanges extra-communautaires. Des enquêtes menées auprès des intéressés ont permis de déterminer que, parmi ces différents types, seuls les échanges non-marchands intracommunautaires sont appréciés par les paysans. Ces derniers se déclarent toujours perdants dans les échanges marchands: le manque à gagner atteint au moins un-tiers de la valeur escomptée des produits vendus aux collecteurs, que ceux-ci soient internes, c'est-à-dire membres des communautés rurales, ou extérieurs au monde rural.

Le diagnostic permet d'examiner les facteurs de blocage et les facteurs de dynamisme dans les échanges. Les facteurs de blocage identifiés sont au nombre de cinq, à savoir: (i) l'in-suffisance de liquidités en milieu rural, (ii) l'insuffisance d'instruments de mesure

normalisés, (iii) le coût prohibitif des transports motorisés, (iv) l'absence de sécurité, et (v) l'inadéquation des structures de vente. Tous ces facteurs de blocage, conjugués aux mesures de libéralisation, se traduisent par un renforcement du pouvoir des collecteurs en matière d'échanges marchands. En effet, devant les besoins en liquidités des agriculteurs, l'utilisation pratiquement institutionnalisée de matériels de mesure nonnormalisés (daba, vata, boîte «guigoz»), les difficultés (dues notamment au coût élevé des transports motorisés et aux restrictions concernant les horaires des marchés soi-disant "de producteurs") qu'éprouvent les paysans pour vendre leurs produits dans des marchés où les prix sont plus rémunérateurs, les collecteurs sont en mesure d'imposer leurs prix d'achat et leurs instruments de mesure.

Les facteurs de dynamisme identifiés sont au nombre de trois. Ils concernent: (i) les prémices d'auto-organisation en matière de vente groupée de produits, (ii) la volonté des agriculteurs pour se soustraire à la "collecte classique" des produits, et (iii) l'existence de réseaux informels d'informations concernant les prix et les produits demandés. Les indices révélateurs de ce dynamisme ont été observés dans la vente groupée d'oignon et d'ail ou de meubles, le transport à dos-d'homme de quantités de produits sur une assez longue distance, et l'écoulement de certains produits contrôlés tels que le tabac sur des circuits autres que celui organisé ou désigné officiellement.

En ce qui concerne les alternatives ou les éléments pour l'élaboration d'une stratégie, il est clair que l'objectif en matière d'échanges en monde rural doit consister à faire en sorte que ce soit l'agriculteur (et non les intermédiaires tels que le collecteur et le transporteur, ou autre commerçant) qui bénéficie le plus de la commercialisation de sa production. Il s'agit donc, en premier lieu, de retenir que le principe de base est le respect des auto-organisations paysannes, qui devront être considérées comme le point de départ et le responsable de toutes les actions. En second lieu, l'action des autres intervenants, notamment l'État, doit se limiter en des aides contribuant au renforcement de ces auto-organisations: les observations sur terrain montrent que l'émergence de ces auto-organisations paysannes constitue selon les agriculteurs eux-mêmes une voie permettant de résoudre, non seulement les problèmes liés aux échanges, mais également ceux relatifs aux aspects techniques de la production et à la sécurité.

En termes plus concrets, dans le domaine des échanges, les aides consisteront à offrir aux paysans des opportunités pour que la libéralisation leur soit profitable. Il s'agit alors de prendre des mesures visant: (i) à mettre à la disposition du monde rural des liquidités, (ii) à normaliser les instruments de mesure traditionnels, (iii) à développer la production des moyens de transport non motorisés, et (iv) à réviser les dispositions réglementaires ou

légales ayant un impact négatif sur les activités agricoles en général, et la commercialisation des produits en particulier.

5. La Vecu en milieu Urbain

Après avoir examiné certains aspects du développement dans le monde rural, l'on peut maintenant se pencher sur le milieu urbain. En particulier il est opportun de présenter ici quelques observations relatives au secteur informel, qui occupe une très grande partie des habitants des villes, et aux équipements collectifs urbains.

5.1. Activités Informelles en Milieu Urbain

La multiplication des activités informelles en milieu urbain est un «problème», ou plutôt un phénomène, observable dans toutes les grandes villes du monde. A ce sujet, les grandes villes malgaches, après avoir enregistré une urbanisation assez rapide, rencontrent un problème au niveau de la satisfaction des nouveaux arrivés sur le marché de l'emploi, d'où l'émergence et la prolifération des activités informelles.

L'origine des personnes qui tirent leurs principales sources de revenu à partir des activités informelles est assez disparate. Dans la majorité des cas, elles sont issues d'un milieu social en difficulté, malgré le fait qu'un certain nombre d'entre elles proviennent d'un milieu tout à fait différent, tels que les exclus du secteur dit moderne, les jeunes diplômés en attente d'un emploi permanent, etc.

Quant aux activités proprement dites, elles sont très diverses, quoique le petit commerce domine, notamment dans les lieux d'affluence comme les marchés ou les gares routières. Ces activités peuvent être regroupées sous trois rubriques, à savoir (i) les activités de subsistance, (ii) les activités artisanales traditionnelles, et (iii) les activités informelles concurrentielles avec le secteur moderne. Le secteur informel regroupe ainsi en milieu urbain deux des quatre communautés qui constituent la Société Malgache, à savoir les communautés néotraditionnelle et pré-moderne: car, de toute évidence, ce sont les membres du groupe néo-traditionnel qui sont engagés dans les activités de subsistance et les activités artisanales, tandis que ce sont ceux du groupe pré-moderne qui exercent des activités concurrentes de celles du monde moderne.

La contribution du secteur informel en tant qu'activité économique se situe à trois niveaux. Premièrement, c'est un milieu de régulation de l'emploi dans les grandes villes - car le chômage urbain se transforme en une variante particulière du chômage déguisé ou même en véritables emplois lucratifs. Deuxièmement, il y a son aspect financier: c'est une source indéniable de revenu, par les bénéfices nets qu'il procure aux personnes engagées

dans ces activités. Troisièmement, il faut aussi mentionner l'apport du secteur dans l'économie de récupération, à travers la transformation des «déchets» du secteur moderne.

Quant à son fonctionnement, c'est un secteur qui entretient des relations économiques étroites (c'est-à-dire, des échanges de biens et services, et des échanges de main-d'oeuvre) avec son environnement, qui est composé des secteurs traditionnel et moderne. Les facteurs de dynamisme du secteur sont de plusieurs ordres: l'accueil de l'excédent de la main-d'oeuvre rurale ou du secteur moderne, les possibilités d'écouler à bas prix les produits du secteur moderne sur le marché, ainsi que l'existence d'une clientèle urbaine à faible pouvoir d'achat figurent parmi les plus importants. L'analyse permet par ailleurs de déceler qu'il existe une étroite corrélation entre le secteur informel et le secteur moderne. Au cours du processus de développement, ces deux secteurs sont donc appelés à coexister.

Le secteur des activités informelles est perçu différemment suivant les parties concernées. Pour ceux ou celles qui s'y trouvent engagés, il représente avant tout un moyen de subsister, une structure temporaire dans l'attente d'une situation qu'ils espèrent plus permanente. Mais l'exercice des activités ne va pas sans problème, car des conflits existent: d'une part, entre le secteur moderne et le secteur des activités informelles sur le plan de la concurrence; et, d'autre part, entre le secteur des activités informelles et l'Administration sur le plan de la réglementation.

5.2. Equipements Collectifs urbains

Les équipements qui conditionnent la vie en milieu urbain jouent un rôle central dans le développement social du Pays. Ces équipements collectifs urbains sont en stagnation et n'arrivent plus à répondre aux besoins croissants de la population. Beaucoup d'entre eux, datant de plusieurs années - et parfois de plusieurs décennies - ne sont plus en état de marche. Le domaine où la défaillance est le plus flagrant est celui de l'alimentation en eau et celui de l'assainissement. Le manque ou l'insuffisance de points d'approvisionnement en eau potable, et le nombre et la capacité limités des réseaux d'évacuation des eaux usées, sinon leur absence, menacent continuellement la santé de la population qui éprouve déjà de graves problèmes en matière d'équipements collectifs sanitaires.

En effet, les services offerts par ces derniers ne satisfont pas les besoins de la population, non seulement en raison du manque de personnel médical et de l'inexistence, insuffisance ou inaccessibilité des médicaments, mais aussi et surtout à cause de l'exiguïté et vétusté des installations ainsi que l'inadéquation des équipements. Dans le domaine de l'éducation et le domaine socio-culturel, c'est autant la capacité insuffisante

des infrastructures que la répartition inadéquate du personnel qui constituent le principal problème: tandis que dans le domaine des transports, le mauvais état du réseau routier, et parfois la vétusté du matériel roulant, constitue un des plus grands facteurs de blocage. En ce qui concerne l'éclairage public, le fonctionnement est soumis à diverses contraintes techniques auxquelles s'ajoute l'inconduite des habitants.

Divers facteurs peuvent expliquer cette situation. La gestion des équipements existants présente des failles dans la mesure où le contrôle et le suivi, ainsi que leur entretien font souvent défaut. L'insuffisance des ressources encaissées par les collectivités locales justifie en partie de telles négligences; mais il y a aussi la complexité des procédures administratives qui rendent difficiles la gestion et le fonctionnement des équipements collectifs. Par ailleurs, les problèmes fonciers empêchent souvent les responsables locaux d'entreprendre de nouveaux aménagements ou constructions en vue de pallier à la saturation des équipements.

Face à de tels problèmes et facteurs de blocage, il est nécessaire d'apporter un certain nombre de solutions afin d'améliorer la situation actuelle. Ainsi, en matière de gestion, il y a lieu d'insister sur l'entretien systématique des équipements et la responsabilisation des membres de la collectivité pour assurer une plus longue durée de vie aux équipements. Une plus grande autonomie devra alors être accordée aux collectivités locales; et de ces dernières, il conviendra d'exiger des efforts de planification et d'organisation plus rationnelles. Cela n'exclut pas toutefois la concertation avec les autres institutions étatiques qui leur apportent assistance technique et financière. Par ailleurs, les mécanismes fonciers méritent d'être révisés et, parallèlement, les procédures administratives qui s'y rapportent devraient être assouplies. Mais avant tout, la première tâche à entreprendre doit être de revoir les finances des collectivités locales en vue d'étoffer les moyens d'action de ces dernières.

6. Conclusion

Ce rapide aperçu conduit inévitablement à mettre en exergue quelques faits évidents. Premièrement: la Société Malgache comprend plusieurs groupes, où chaque groupe a ses propres caractéristiques, ses propres règles de fonctionnement, sa propre logique interne. Deuxièmement: chaque groupe entretient des relations avec les autres groupes, à travers des liens qui sont plus ou moins forts, plus ou moins directs. Troisièmement, les quatre groupes ou communautés qui constituent la société malgache forment un tout, un ensemble, un système. Quatrièmement, le système interagit avec d'autres systèmes (à savoir, le monde extérieur) et, dans les conditions actuelles, la plupart de ces interactions passent par un seul des quatre groupes composants. Cinquièmement, enfin, pour que le

système puisse avancer, ou du moins bouger dans une direction ou dans une autre, tous les groupes composants doivent également bouger, sinon de manière synchrone, du moins ensemble.

Du cadre ainsi proposé, l'on peut déduire plusieurs principes qui devront servir de base pour élaborer les stratégies, les politiques et les actions, si l'on souhaite que celles-ci puissent réussir. Tout d'abord, il ne faut pas essayer d'harmoniser ou de standardiser les mesures de développement, en cherchant à tout prix à les rendre applicables à tous les groupes. Deuxièmement, il faut laisser les différences, les contradictions - et même les antagonismes - continuer à exister. Et troisièmement, ces différences, contradictions et antagonismes devront être transformés en mouvement dynamique, parce que ce sont justement les déséquilibres qui conduisent au changement ou au développement à l'intérieur de chaque groupe et entre les différents groupes.

En résumé, la «société» malgache n'est pas un tout homogène, mais est un ensemble constitué de groupes ou éléments différenciés. Pour dynamiser l'ensemble, il est nécessaire d'élaborer, puis mettre en oeuvre, des stratégies, politiques et actions appropriées aux spécificités des différentes composantes, et pas nécessairement uniformes pour toutes. déséquilibres qui conduisent au changement ou au développement à l'intérieur de chaque groupe et entre les différents groupes.

En résumé, la «société» malgache n'est pas un tout homogène, mais est un ensemble constitué de groupes ou éléments différenciés. Pour dynamiser l'ensemble, il est nécessaire d'élaborer, puis mettre en oeuvre, des stratégies, politiques et actions appropriées aux spécificités des différentes composantes, et pas nécessairement uniformes pour toutes.